

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 avril 2019

TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE - (N° 1802)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CL800

présenté par

M. Acquaviva, M. Brial, M. Castellani, M. Clément, M. Colombani, M. Charles de Courson,
Mme Dubié, M. El Guerrab, M. Falorni, M. Favennec Becot, M. François-Michel Lambert,
M. Molac, M. Pancher, Mme Pinel, M. Pupponi et M. Philippe Vigier

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

Au début du chapitre XIII de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il est ajouté un article 108-1 A ainsi rédigé :

« *Art. 108-1 A.* – Tous les deux ans, les collectivités territoriales mentionnées à l'article 1^{er} de la loi précitée, adoptent, après débat, une délibération relative à leurs orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines et les plans d'action nécessaires à leur réalisation.

« Cette délibération est précédée d'un débat portant sur le rapport mentionné à l'article 33, dans sa rédaction résultant de la loi n° du relative à la transformation de la fonction publique. Elle porte sur les actions visées aux 1° à 3° du même article, ainsi que celles relatives :

« 1° Aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire, d'action sociale et sur les aides et les conditions d'accès à la protection sociale complémentaire ;

« 2° À la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, à l'amélioration des conditions de travail et à l'égalité professionnelle ;

« 3° À la prévention, l'information et la formation des risques professionnels ;

« 4° Au plan de formation prévu à l'article 7 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

« 5° À l'emploi des travailleurs handicapés visé à l'article 35 *bis* de la présente loi. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans un contexte budgétaire contraint pour les collectivités, la gestion des ressources humaines est un levier majeur d'efficience pour les services publics locaux. Il convient donc d'en accroître la portée et d'en renforcer le portage au niveau politique de la collectivité, l'assemblée délibérante.

On constate dans les collectivités une dégradation du bien-être au travail des agents (dégradation ressentie par près de deux tiers des agents selon le baromètre de la Gazette des communes). Cela se traduit par une perte d'efficience du service public local, en plus des conséquences évidentes sur la santé des agents territoriaux (1,9 million de personnes). Ainsi, les arrêts de travail dans les collectivités territoriales auraient augmenté de 26% entre 2007 et 2015. Les causes de cette dégradation sont certainement à trouver dans le contexte de réorganisations successives du monde territorial (transfert de personnel, fusion ou rapprochement de collectivité, etc.), dans l'accroissement de la moyenne d'âge des agents, ou encore dans leur exposition aux risques professionnels physiques (avec 50% d'agents exerçant des métiers techniques), ainsi qu'aux risques psycho-sociaux, notamment du fait de leur contact direct avec les usagers.

Le renforcement de politiques de ressources humaines proactives, au-delà de la gestion administrative quotidienne des ressources humaines, est donc un levier essentiel pour faire face à ce contexte.

Pourtant, les différentes composantes des politiques de ressources humaines sont souvent abordées de manière fragmentée dans les collectivités territoriales, ce qui leur fait perdre en efficacité.

Pour garantir plus d'efficacité à ces politiques, il apparaît nécessaire de renforcer leur cohérence d'ensemble, via la mise en place de stratégies globales en la matière dans chaque collectivité, portées au plan politique.

C'est pourquoi les auteurs de cet amendement proposent de consacrer un temps de débat, en assemblée délibérante, à l'état des lieux et à la stratégie de la collectivité en matière de ressources humaines. Ce débat intervient après une précédente présentation en comité social territorial. Il s'appuie sur le bilan social, qui constitue déjà une obligation pour les collectivités. En cela, cet amendement s'inscrit pleinement dans la volonté de renforcer le rôle des instances de dialogue social en matière de pilotage de la stratégie de ressources humaines.

A cette occasion, l'assemblée délibérante délibère sur l'ensemble des matières relevant de sa compétence pour ce qui est des ressources humaines. Cette délibération unique renforce ainsi la cohérence de l'ensemble des composantes de la politique de ressources humaines des collectivités et dote la collectivité d'une réelle stratégie globale, débattue en comité social territorial et adoptée en assemblée délibérante.